

La version française suit

The Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon

12 May 2024

For Immediate Release

www.cameroonpeacejustice.ca

A MOMENT FOR CAMEROON?

Another civil society group has cautiously welcomed the May 4th call for peace by separatist leader 'Capo Daniel' (Emmanuel Ndong) of the Peoples Rights Advocacy Platform. Ndong spoke in favour of a negotiated solution, and publicly renounced his participation in the violent struggle for a separate state waged by a portion of the English-speaking population in Cameroon.

In a statement, the Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon urges President Paul Biya and his government to begin inclusive peace negotiations with all sides in the long-running 'Anglophone Crisis.'

As the devastating conflict approaches its eighth year, all parties must work to silence the guns to avoid more suffering and allow for peace and justice. This is the moment for the Cameroon government and non-state armed groups to put the interests of their people first.

International watchdogs estimate that the conflict has killed more than 6,000 people, internally displaced more than 700,000, and led 70,000 to flee to Nigeria as refugees. Many schools have been closed for years, depriving children of education.

The Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon calls on the Cameroon government to recognize that "a solution to the conflict must address its root causes and grievances. Without a peaceful political resolution, the country's 2025 elections are likely to be marred, and Cameroon's economy will continue to decline. We urge all warring parties to commit to a cessation of hostilities, refrain from committing further atrocities, and uphold international and national laws."

According to Cameroonian civic leader Felix Agbor Nkongho, President of the Centre for Human Rights and Democracy in Africa, as quoted in *RFI*: "The sensible thing to do is to lay down arms and see how we can build together.... The government should seize the olive branch."

See the full statement from the Global Campaign below.

Statement on Cameroon's 'Anglophone Crisis'

(Canada, UK, USA, Cameroon) We take note of the recently reported call for a negotiated settlement and nonviolence to resolve Cameroon's 'Anglophone Crisis' by a former spokesperson and commander of one of the armed separatist groups.

As the conflict edges into its eighth year, the [Global Campaign for Peace & Justice in Cameroon](https://www.cameroonpeacejustice.ca/) calls on all parties to replace guns with peace plants and take concrete steps to bring about a peaceful and just resolution. This is a unique opportunity for the Cameroon government and all non-state armed groups to put the interests of their people first.

We urge the Cameroon government to recognize that a solution to the conflict must address its root causes and grievances. Without a peaceful political resolution, the country's 2025 elections are likely to be marred, and Cameroon's economy will continue its decline.

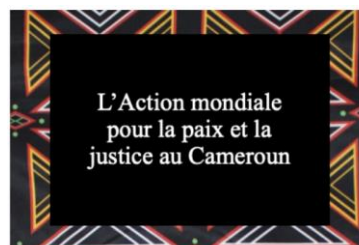
We plead with the Cameroon Head of State to acknowledge this 'ripe moment' and meet at a dialogue table with Anglophones committed to a negotiated solution to find a non-military end to this deadly and senseless conflict.

We urge all warring parties to commit to a cessation of hostilities, refrain from committing further atrocities, and uphold national and international laws.

We implore the international community, including the African Union and the United Nations, to offer necessary technical support and assistance to all, including civil society, so that everyone can work together to end this destructive conflict.

The government should not be afraid of peace. As custodians of the nation's destiny, the president and government should welcome the opportunity to sustainably affirm to Cameroonians and the world through concrete actions that one-fifth of the population is not treated as second-class. Negotiations remain the most reasonable way out.

#EndAnglophoneCrisis



L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun

12 mai 2024

Pour publication immédiate

www.cameroonpeacejustice.ca

UNE OUVERTURE A SAISIR POUR LE CAMEROUN ?

Un autre groupe de la société civile a accueilli favorablement l'appel à la paix lancé le 4 mai par le leader séparatiste « Capo Daniel » (Emmanuel Ndong) de la Peoples Rights Advocacy Platform. M. Ndong s'est prononcé en faveur d'une solution négociée en renonçant publiquement à sa participation à la lutte armée menée par une partie de la population anglophone du Cameroun.

Dans une déclaration, l'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun exhorte le président Paul Biya et son gouvernement à entamer des négociations de paix inclusives avec toutes les parties concernées par la « crise anglophone » qui perdure.

Alors que ce conflit dévastateur entre dans sa huitième année, toutes les parties doivent faire taire les armes afin de permettre l'instauration de la paix et de la justice et d'éviter de nouvelles souffrances. Nous osons croire que le gouvernement camerounais et les groupes armés non étatiques feront passer en premier, les intérêts des populations.

Les observateurs internationaux estiment que le conflit a coûté la vie à au moins 6 000 personnes, en a déplacé plus de 700 000 à l'intérieur du pays et en a conduit 70 000 à fuir vers le Nigeria comme réfugiés. De nombreuses écoles sont fermées depuis des années, privant ainsi les enfants d'éducation.

L'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun appelle le gouvernement camerounais à reconnaître que pour être suffisante, « une solution au conflit doit s'attaquer à ses causes profondes et à ses griefs. Sans une résolution politique pacifique, les élections de 2025 risquent d'être perturbées et l'économie camerounaise continuera à décliner. Nous exhortons toutes les parties belligérantes à s'engager à cesser les hostilités, en s'abstenant de commettre de nouvelles exactions et atrocités, et à respecter les lois nationales et internationales ».

Selon l'activiste Felix Agbor Nkongho, président du Centre pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique, cité par *RFI* : « La chose raisonnable à faire est de déposer les armes et de voir comment nous pouvons construire ensemble.... Le gouvernement devrait saisir le rameau d'olivier ».

Voir la déclaration complète de l'Action mondiale ci-dessous.

Déclaration sur la « crise anglophone » au Cameroun

(Canada, Royaume-Uni, États-Unis, Cameroun) Nous prenons note de l'appel à la non-violence et à un règlement négocié lancé récemment par un ancien porte-parole et commandant de l'un des groupes séparatistes armés des régions anglophones du Cameroun pour résoudre la « crise anglophone ».

Alors que le conflit entre dans sa huitième année, [l'Action mondiale pour la paix et la justice au Cameroun](#) exhorte toutes les parties à remplacer les armes par des plantes de paix et à prendre des mesures concrètes en vue d'une résolution pacifique et juste. C'est une occasion unique pour le gouvernement camerounais et tous les groupes armés non étatiques de faire passer en premier les intérêts des populations.

Nous demandons au gouvernement camerounais de reconnaître qu'une solution au conflit doit s'attaquer à ses causes profondes et à ses griefs. Sans une résolution politique pacifique, les élections de 2025 risquent d'être perturbées et l'économie camerounaise continuera à décliner.

Nous plaçons pour que le chef de l'État camerounais reconnaisse ce 'moment propice' et qu'il prenne des mesures de dialogue pour rencontrer les Anglophones engagés dans une solution négociée afin de trouver une fin non militaire à ce conflit meurtrier et insensé.

Nous exhortons toutes les parties belligérantes à s'engager à cesser les hostilités, en s'abstenant de commettre de nouvelles exactions et atrocités, et à respecter les lois nationales et internationales. Nous implorons la communauté internationale, y compris l'Union africaine et les Nations Unies, d'offrir leur soutien et une assistance technique appropriée à tous, y compris aux membres de la société civile, afin que tous puissent travailler ensemble pour mettre fin à ce conflit destructeur.

Le gouvernement ne doit pas avoir peur de la paix. En tant que gardiens du destin de la nation, le président et son gouvernement devraient se réjouir de l'occasion qui leur est donnée de s'attaquer durablement à la perception selon laquelle un cinquième de la population est traité comme des citoyens de seconde zone. Les négociations restent et demeurent la meilleure voie de sortie.

#EndAnglophoneCrisis

